



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 01 septembre 2022



«Révolution» dans le système financier national : La BNA s'installe au Sénégal

Cette filiale sera une banque générale visant à aider et accompagner les opérateurs algériens à accéder aux marchés africains. De la phase d'étude à la phase de concrétisation, l'ouverture des représentations bancaires, à l'international se confirme et se précise. Ce n'est qu'une question de temps avant de voir les filiales des banques publiques, opérationnelles sur les places financières internationales.



Risques de cyberattaques contre les institutions publiques : Le gouvernement se protège

Benabderrahmane bat le rappel des troupes pour une mobilisation large, face à ce qui pourrait être un potentiel risque de cyberguerre non déclarée. Le paysage institutionnel public algérien se prépare à mettre à l'épreuve son pare-feu immunitaire national, face à l'escalade des menaces de cyberattaques. Benabderrahmane bat le rappel de ses troupes, afin de parer au plus urgent dans ce cadre précis. Cela se traduit par une directive émanant du cabinet du Premier ministre, adressée aux différents ministères et autres institutions affiliées, dans laquelle il astreint ses subalternes à veiller au grain.



Négociations sur les prix du gaz : Alger presse madrid

La réévaluation des prix du gaz pourrait coûter à l'Espagne 1,5 milliard de dollars supplémentaires. Rien ne va plus entre l'Algérie et l'Espagne. La crise entre les deux pays risque de passer à une vitesse supérieure. Selon le journal espagnol El Confidencial, «le contrat gazier algérien s'enlise dans une crise politique et menace les approvisionnements de l'Espagne en gaz algérien».



GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE SIGNATURE DE DEUX ACCORDS AVEC COSIDER ET LA BNA

Le Groupe Télécom Algérie (GTA) a signé, mardi au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal, deux accords de coopération avec le groupe Cosider et la Banque nationale d'Algérie (BNA). A cette occasion, le PDG du groupe, Khaled Zarat, a procédé à la signature d'un accord de coopération avec le PDG du groupe Cosider, Lakhdar Rekhroukh, et un mémorandum d'entente avec le DG de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou.

S'exprimant à cette occasion, M. Zarat a fait savoir que le choix du groupe Cosider et de la BNA pour la signature de ces deux accords de coopération était motivé par leur «empreinte remarquable dans le parcours de l'économie nationale, en sus de leur forte présence dans la mémoire des opérateurs économiques à travers une série de projets prometteurs et d'innombrables initiatives».

Il s'agit par ce partenariat de «renforcer la coopération à travers une exploitation optimale des ressources humaines et des infrastructures, outre la mobilisation des technologies pour assurer des services offrant davantage de confort aux clients et un développement des activités en matière d'innovation et de nouvelles technologies», a-t-il poursuivi.

Le PDG de GTA a insisté, dans ce sens, sur l'importance «de développer le capital humain, faciliter les procédures de promotion des opportunités d'investissement et proposer de nouvelles alternatives afin d'atteindre l'efficacité économique dans le cadre de la vision prospective de l'Etat, en sus des incitations et des garanties mises en place par la nouvelle loi sur l'investissement».

De son côté, le DG de la BNA a estimé, selon l'APS, qui a rapporté l'information, que le document signé «reflète l'orientation de son institution à œuvrer davantage avec les entreprises économiques algériennes dans le cadre d'une stratégie bien définie visant à valoriser la valeur ajoutée sur les plans financier et technologique». Pour sa part, le PDG du groupe Cosider s'est félicité de l'accord signé avec le GTA, affirmant qu'il sera de nature à «renforcer la coopération entre les entreprises publiques algériennes».



LES MARCHÉS PRUDENTS

Les marchés boursiers se montraient prudents hier, avant la publication de plusieurs indicateurs que les investisseurs scruteront pour tenter d'en savoir plus sur les intentions des Banques centrales européenne et américaine. En Europe, les indices avaient du mal à accrocher une tendance. Après une ouverture en légère hausse, Paris perdait 0,34%, Londres 0,29%, Francfort 0,26%, tandis que Milan grappillait 0,12% vers 7h45 GMT.

La Bourse de Tokyo a perdu 0,37%. En Chine, les places financières ont été perturbées par une contraction de l'activité manufacturière en août en raison des restrictions anti-Covid et de la canicule. Shanghai a cédé 0,78% et Hong Kong reculait de 0,16% dans les derniers échanges. La Bourse de New York a enregistré sa troisième séance consécutive de baisse mardi, inquiète du fait que la solidité persistante du marché de l'emploi américain ne pousse la Réserve fédérale (Fed) à être plus sévère dans le relèvement des taux d'intérêt.

Un responsable de la Fed a estimé mardi qu'il faudra «quelques années» pour ramener l'inflation américaine au seuil des 2%. Les investisseurs s'attendent de plus en plus à une troisième hausse consécutive de 75 points de base des taux directeurs de la Fed lors de la prochaine réunion de septembre, mais ils craignent que ces mesures sévères n'aggravent considérablement le ralentissement de l'économie.

Ce sont désormais les chiffres des créations d'emplois aux Etats-Unis qui sont attendus des marchés, avant un rapport du département du Travail demain. De l'autre côté de l'Atlantique, la politique monétaire est également au menu du jour avec la publication des chiffres de l'inflation en zone euro en août à 9h GMT.

En France, la hausse des prix à la consommation a ralenti au mois d'août, à 5,8% sur un an, selon des données provisoires, mais en Allemagne elle s'est accélérée en raison de la flambée des prix de l'énergie.

La monnaie unique européenne perdait 0,08% face au billet vert à 1,0007 dollar. La volatilité accrue du marché obligataire se répercute sur les valeurs de la tech, qui reprenaient un peu de couleurs après avoir été très vendues depuis la fin de semaine dernière avec la hausse des rendements obligataires. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des Etats européens étaient orientés en légère baisse.



Hausse des salaires : «Une option pour plus de justice sociale»

L'expert international Malek Serrai a vivement salué les dernières décisions annoncées en Conseil des ministres, notamment celles qui concernent le volet économique. «En raison d'une politique économique menée avec une réelle volonté de favoriser les citoyens à la recherche de meilleures conditions de vie, le président de la République a décidé en Conseil des ministres de relever le niveau des salaires d'une catégorie d'employés jusque-là considérés comme à faibles revenus par rapport à leurs besoins. Il s'agit là d'une option de justice sociale qui est à souligner avec satisfaction», a affirmé M. Serrai, expert international, dans une déclaration à El Moudjahid.



Union

Face aux défis majeurs auxquels est confrontée la nation algérienne, les impératifs d'une cohésion suffisamment affermie, dans un rapport de confiance mutuelle, demeurent un leitmotiv et un objectif que défend et encourage le Président Abdelmadjid Tebboune depuis son investiture à la magistrature suprême.



APPORT QUALITATIF ET QUANTITATIF : Une source de développement à capitaliser

Partant du constat qu'il existe un lien étroit entre les envois de fonds de ce capital humain, leur participation au Produit intérieur brut (PIB) et le développement de leurs pays d'origine, on est en droit de se demander de quelle manière peut-il contribuer à la croissance économique du pays. Il en est de même pour le transfert de leur compétence acquise durant leur expérience migratoire. Un apport qui a des conséquences directes sur leur implication économique et symbolique en Algérie. Force est, toutefois, de constater qu'on est encore loin d'accorder une grande importance à cette émigration qui est en constante évolution. Le rapport que les autorités entretiennent avec ce capital social semble, d'ailleurs, évoluer très lentement même s'il existe une prise de conscience sur l'impact de ces ressortissants sur le pays. Pour preuve, le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane avait invité les ambassadeurs à travailler davantage sur l'attractivité de notre diaspora.

«Le développement qu'a connu notre communauté à l'étranger, au cours des dernières décennies, lui permet d'apporter une contribution qualitative et importante à l'amélioration du niveau de développement de notre pays, à travers des investissements à forte valeur ajoutée»,

lance-t-il. Chiffres à l'appui, Benabderrahmane a indiqué que «les envois des Algériens n'ont pas dépassé 3,2 milliards de dollars en moyenne annuelle, y compris les envois de retraités à l'étranger, au cours des trois dernières années, soit près de 2% du PIB». De l'avis de l'économiste Farid Benyahia, «notre diaspora n'est pas structurée pour être plus visible vis-à-vis des autorités, et ce, contrairement aux autres pays, notamment, voisins». Ce qui n'est pas le cas, selon lui, «en Algérie où il n'a jamais été question d'organiser cette communauté ou d'élaborer une politique attractive à l'endroit de celle-ci». Pourtant, rappelle t-il, «dans les années 1970, les émigrés ont largement participé à faire du dinar algérien une monnaie forte». Farid Benyahia, qui est également président du cabinet Intelligence Système, explique qu'après deux ans de crise sanitaire, l'Algérie a bénéficié d'une certaine dynamique économique enclenchée par nos ressortissants venus en force cette année.

400 MILLIONS D'EUROS DE DÉPENSES

«Le tourisme local a bénéficié de cet afflux puisque les compagnies aériennes au même titre que les hôtels affichaient complet tout au long de cette saison estivale. C'est le cas aussi des agences de location de voitures et des commerces qui ont pu profiter de cette activité touristique», souligne-t-il. Selon lui, cette mobilité pourrait avoir généré plus de 400 millions d'euros, sachant que certains émigrés n'ont pas hésité à investir dans l'immobilier, voire à faire des investissements économiques».

A noter que les envois de fonds de la communauté algérienne établie à l'étranger ont été évalués à 1,759 milliard de dollars en 2021, soit une augmentation de 3,5%, par rapport à l'année 2020. Pour l'augmentation de ces fonds, l'économiste préconise «la mise en place d'une politique économique qui permet à nos ressortissants de se sentir valorisés et qu'il existe des opportunités de développement dans le pays». Il ne faut pas oublier, dit-il, que «notre monnaie demeure très faible, c'est pourquoi nos émigrés préfèrent le marché parallèle pour convertir leurs devises». Il fait ainsi remarquer que «même si la majorité de notre communauté demeure prudente à investir en Algérie, certains souhaitent vivement s'engager dans des projets économiques dans le pays». Il souligne dans ce sillage la nécessité d'«avoir un ministère dédié exclusivement à la communauté algérienne établie à l'étranger pour raffermir les liens avec la mère patrie et les encourager à s'impliquer davantage dans la relance économique du pays.»



[La ZLECAF : l'avenir commercial de l'Algérie](#)

La position géostratégique de l'Algérie est d'une grande importance et la nouvelle gouvernance prônée par le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, et exécutée sur le terrain par le gouvernement, rend notre pays incontournable dans nombre de forums et de groupes régionaux et internationaux.

Echiquier gazier européen : L'Algérie au centre du jeu

Alors que la crise énergétique menace le Vieux Continent, l'Algérie, de plus en plus sollicitée pour accroître ses livraisons de gaz à l'UE, devient un élément-clé sur l'échiquier gazier européen. Peu après le retour d'Emmanuel Macron en France, après une visite de trois jours en Algérie, les non-dits de cette escale commencent à remonter à la surface.



Le gaz et l'absence de perspectives

Bien qu'elle s'en défende, la France a bien besoin de gaz algérien. Si le président de la République française a botté le sujet en touche au cours de son séjour en Algérie, en affirmant qu'il n'était pas demandeur, les dernières déclarations de sa Première ministre et de son économiste en chef sont à l'opposé de son assurance.



Banques : Des entraves devant l'exercice de la finance islamique

Les banques publiques se heurtent à un obstacle juridique qui empêche l'exploitation de l'épargne bancaire islamique - à travers les guichets islamiques - dans des projets de logement et de financement des jeunes et même des plans de développement, à la lumière de l'absence de la mise en œuvre des lois égalisant la banque islamique et classique en termes de soutien et de privilèges.



مسؤول قطري: رجال الأعمال القطريون مهتمون بالاستثمار في الجزائر

أبدى رئيس مجلس إدارة غرفة قطر خليفة بن جاسم آل ثاني، اهتمام رجال الأعمال القطريين بالاستثمار في الجزائر، في ظل المزايا التي يمنحها قانون الاستثمار الجديد. جاء ذلك في لقاء لسفير الجزائر لدى قطر مصطفى بوطورة مع المسؤول القطري مطلع الأسبوع الجاري، للحديث عن "الإمكانات المتاحة لدعوة رجال الأعمال للاستثمار في الجزائر، في ظل المزايا الكبيرة التي يوفرها القانون الجديد."

**EN ATTENDANT QUE LA PRODUCTION LOCALE
ASSURE L'AUTOSUFFISANCE**

L'Algérie privilégie le blé français

Malgré une relative accalmie, les prix mondiaux du blé demeurent relativement hauts, mais cela n'empêchera pas la reprise de la course aux approvisionnements. De nombreux facteurs convergent, en effet, pour donner lieu à une certaine tension sur les marchés, à commencer par le retour jugé timide des deux exportateurs parmi les plus présents dans le commerce mondial des céréales avant qu'ils n'entrent en conflit armé, et en raison des conditions climatiques qui ont rudement impacté les cultures dans de nombreux pays.

C'est dans ce contexte on ne peut plus contraignant que l'Algérie a mis les bouchées doubles pour s'affranchir des marchés internationaux de blé, en augmentant sa production locale dans une certaine mesure, avec l'espoir de dépasser les 3 millions de tonnes, en attendant d'améliorer les rendements jusqu'à ne plus dépendre des importations d'ici trois ans et ainsi reléguer au rang de simple «mauvaise passe» les rendements qui ne permettent à nos producteurs de blé et d'orge de ne satisfaire jusque-là qu'entre 25 et 30% des besoins du pays en la matière. À ce titre, le ministre de l'Agriculture prévoit que la production céréalière algérienne atteindra 3 à 3,2 millions de tonnes métriques pour le compte de la campagne 2022-23. Il s'agit d'une augmentation par rapport à la dernière campagne de commercialisation, la production n'ayant pas atteint les 2,4 millions de tonnes. Quoi qu'il en sorte lors du bilan de la campagne de moisson-battage de cette année, le même ministre de l'Agriculture a déclaré que l'Algérie dispose, le cas échéant, de réserves de blé suffisantes pour les dix prochains mois, des réserves constituées grâce à l'apport de la production locale donc et à la poursuite des achats

effectués par l'Office algérien des céréales (OAIC) sur le marché international.

Le marché international qui guette les faits et gestes dans les principaux pays qui alimentent les marchés internationaux. Ainsi, comme le relève le site spécialisé terre-net, le marché du blé est particulièrement tendu et très dépendant de la situation en mer Noire, pour reprendre les explications données par un chef analyste d'Agritel, le cabinet conseil, il y a deux jours. Le même site internet spécialisé qui rapporte qu'avec une récolte européenne marquée par de fortes disparités en rendement comme en qualité», il en résulte des «disponibilités moyennes» en citant une production de 144,3 millions de tonnes (Mt) tous blés confondus dans l'UE pour la campagne de commercialisation 2022-23. En revanche, il est attendu, selon le même spécialiste du cabinet Agritel, que la Russie, l'autre source d'approvisionnement qui a repris sa place dans les approvisionnements algériens il y a deux ans, constitue une «clé du marché» grâce à une récolte record qui mènerait pour la première fois les disponibilités russes au-delà de 100 Mt. Les exportations russes qui pourraient culminer à 42 Mt, même si la campagne a com-



Photos : DFP

mencé «timidement». L'autre «clé» évoquée, ce sont les exportations ukrainiennes malgré une production en baisse mais qui porte les disponibilités à près de 25 Mt pour 2022-23, un volume bas mais «pas catastrophique». Pour l'analyste d'Agritel, les marchés «restent très nerveux : s'il y a de nouveaux blocages des exports ukrainiens ou si la Russie ralentit la cadence, on revient sur une situation à risque», prévient-il.

En tous les cas, sur le marché mondial des céréales, le blé notamment, la situation est tendue. La demande mondiale en blé en 2022-2023 dépassera même les disponibilités réellement exportables des huit grands exportateurs, rappelant d'autres années tendues comme 2007, 2010 ou 2012. Et selon l'analyste du cabinet conseil, «la solution sera de taper dans les stocks» alors que, selon des propos du directeur d'Agritel, relayés par terre-net, les stocks de céréales sont faibles, le risque climatique est désormais courant, l'incertitude géopolitique domine, le

contexte macro-économique inquiète et enfin la crise énergétique menace la demande industrielle en Europe. Un cocktail de facteurs tout indiqué pour envoyer les prix à des niveaux insoutenables pour beaucoup de pays.

L'Algérie qui, en attendant son affranchissement des marchés internationaux d'ici 2025 si tout se passe bien, continue à s'illustrer notamment sur le marché français comme le traduit l'achat, au début du mois d'août, de 720 000 tonnes de blé tendre français, selon terre-net. L'origine française de nouveau plébiscitée, selon Cultivar, un autre site spécialisé, comme en témoignent les 2,5 millions de tonnes exportées en ce début de campagne, pour se substituer à l'origine mer Noire sur les mois de juillet et août 2022 grâce à deux principaux acheteurs, l'Algérie et le Maroc, avec le fait acquis selon lequel, l'Algérie devrait redevenir le premier importateur de blé français, hors acheteurs de l'UE, pour la première fois depuis 2019-2020.

Azedine Maktour

PÉTROLE

Le prix du Brent perd 5%

Les cours du pétrole ont dévissé de plus de 5% mardi devant les préoccupations de récession et de nouveaux confinements en Chine qui font craindre pour la demande d'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a perdu 5,50% à 99,31 dollars, glissant sous le seuil des 100 dollars le baril. Celui de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en octobre a lui chuté de 5,53% à 91,64 dollars. Le marché est à la lutte entre les craintes de récession, les nouveaux confinements en Chine qui font craindre pour la demande et les inquiétudes pour l'offre avec notamment les violences en Libye, a indiqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates, cité par l'agence AFP.

Des combats entre factions rivales en Libye font craindre d'éventuelles manifestations près des ports qui pourraient bloquer les exportations, a ajouté l'analyste. Mais mardi, les cours étaient surtout influencés à la baisse par les perspectives de croissance mondiale qui continuent de se détériorer, expliquait Edward Moya, analyste chez Oanda. La Chine continue d'appliquer une stricte politique sanitaire, à l'inverse de la quasi-totalité des autres pays, pesant ainsi sur la demande d'or noir du pays, gros consommateur. Enfin, la poursuite des pourparlers avec l'Iran sur le dossier nucléaire, susceptible de déboucher sur un retour du pétrole iranien sur le marché, restait dans toutes les têtes, ce qui pesait aussi sur les cours. Si tout semble tourner à la baisse pour le pétrole, Edward Moya rappelle cependant que le marché est toujours tendu, donc ce mouvement de baisse ne devrait pas durer beaucoup plus longtemps.

Ania Nch

الوزير الأول يترأس إجتماعا للحكومة دراسة 5 نصوص تخص الإعلام، الفلاحة، الصحة، العمل والصيد البحري

• تبسيط الإجراءات الإدارية لإنشاء المنشآت
والصحافة الإلكترونية • تحديد كيشيات إعداد
الخريطة الصحية وتحيينها • إعداد نظام وطني
للبياطرة • تمكين أفراد الجالية الوطنية بالخارج من
الانتساب لنظام التقاعد • تسهيل إنشاء تعاونيات
الصيد البحري وتربية المائيات

هيئات النظام الوطني للبياطرة، حيث تمت الإشارة في هذا الصدد، إلى أن بلادنا التي تحصي حاليا 20.000 بيطري يمارسون في مختلف القطاعات، ستتزود بنظام وطني للبياطرة تتمثل مهمته في السهر على تنظيم المهنة وحسن سيرها، وكذا احترامها للتشريع والتنظيم المعمول بهما اللذين يسيران ممارسة الطب البيطري، وقواعده وأخلاقيات وأدبيات مهنة البيطرة من خلال الهيئات الوطنية والجهوية والولائية.

على صعيد آخر عكفت الحكومة، في إطار تجسيد تعليمات السيد رئيس الجمهورية، الرامية إلى توسيع التغطية الاجتماعية لفائدة الجالية الوطنية بالخارج، على دراسة مشروع مرسوم تنفيذي يحدد الشروط والكيشيات الخاصة للانتساب الإرادي للنظام الوطني للتقاعد لأعضاء الجالية الوطنية بالخارج الذين يمارسون نشاطا مهنيا خارج التراب الوطني وكذا حقوقهم والتزاماتهم.

ومن شأن مشروع هذا النص أن يسمح للأشخاص المعتمدين بالحصول على الحقوق في معاش التقاعد في الجزائر، خلال فترة مسارهم خارج التراب الوطني والاستفادة من التغطية الاجتماعية والأداءات العينية للتأمين عن المرض، وذلك مقابل دفع اشتراك التقاعد والتأمين عن المرض كما ينص عليه التشريع الوطني.

أخيرا استمعت الحكومة إلى عرض قدمه وزير الصيد البحري والمنتجات الصيدية حول مشروع المرسوم التنفيذي المتعلق بتعاونيات الصيد البحري وتربية المائيات، حيث يندرج مشروع هذا النص في إطار تطبيق تعليمات السيد رئيس الجمهورية، الرامية إلى التخلص من الممارسات البيروقراطية التي تعرقل الإنعاش الاقتصادي للقطاع، وضرورة انتظام الصيادين في تعاونيات مهنية.

ترأس الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، أمس الأربعاء، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة مشروع تهيدي لقانون يتعلق بالصحافة المكتوبة والصحافة الإلكترونية وكذا 4 مشاريع مراسيم تنفيذية تخص قطاعات الفلاحة، الصحة، العمل والصيد البحري.

في هذا الإطار أشار بيان لمصالح الوزير الأول، إلى أن وزير الاتصال قدم خلال الاجتماع مشروعا تهيديا لقانون يتعلق بالصحافة المكتوبة والصحافة الإلكترونية، جاء تطبيقا لتوجيهات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، من أجل وضع إطار قانوني لتنظيم هذا النشاط.

ويهدف مشروع النص الذي سيدرس خلال اجتماع قادم لمجلس الوزراء، إلى تبسيط الإجراءات الإدارية لإنشاء المنشآت الدورية والصحافة الإلكترونية مع الأخذ بالاعتراحات والتوصيات المتبثقة عن المشاورات مع مهنيي القطاع.

ويدرس أعضاء الحكومة، من جهة أخرى مشروع مرسوم تنفيذي يحدد كيشيات إعداد الخريطة الصحية وتقييمها وتحيينها، حيث تهدف الخريطة الصحية التي تركز عليها المنظومة الوطنية للصحة، إلى تنظيم وتخطيط توزيع مجمل الوسائل والموارد والأنشطة على مستوى التراب الوطني، من خلال الاعتماد خصوصا على المعطيات الوبائية والديمغرافية والجغرافية والاجتماعية الاقتصادية وكذا توجيهات المخطط الوطني لهيئة الإقليم. كما من شأن هذه الخريطة الصحية أن تسمح بالاستجابة بشكل أمثل وعادل، للاحتياجات الصحية للسكان عبر كامل التراب الوطني.

نظام وطني للبياطرة وانتساب إرادي للتقاعد لأعضاء الجالية بالخارج

من جانبه قدم وزير الفلاحة والتنمية الريفية، مشروع مرسوم تنفيذي يحدد مهام وتشكيلة وسير



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger